

- La reprise mondiale des actions du début de l'année a connu une pause en mai, et les rendements des obligations gouvernementales au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe ont reculé pour le mois.
- Les États-Unis ont annoncé une escalade des tarifs sur les importations chinoises, retardé une décision sur les tarifs pour les importations d'automobiles, exempté le Canada et le Mexique des tarifs sur l'acier et l'aluminium, puis imposé des tarifs liés à l'immigration au Mexique.
- Il est impossible de nier qu'un ralentissement de la croissance mondiale synchronisée est en cours – mais cela ne signifie pas que l'économie est en récession (ou s'en approche).

Contexte économique

La reprise mondiale des actions du début de l'année a connu une pause en mai. Les actions des marchés émergents ont été durement frappées, particulièrement celles de la Chine, et les secteurs cycliques partout dans le monde ont fortement reculé de concert avec les prix du pétrole. Les rendements des obligations gouvernementales ont baissé au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, avec l'écart entre les obligations du Trésor américain à trois mois et à dix ans entrant en territoire négatif une fois de plus après une brève inversion en mars, ce qui a entraîné un renouvellement des conjectures à propos de la fiabilité de cet indicateur de récession aux États-Unis sur lequel on peut normalement compter.

Le 24 mai, la première ministre Theresa May a annoncé son intention de démissionner au début de juin après les faibles résultats des conservateurs aux élections parlementaires européennes. L'incapacité de May d'obtenir un soutien suffisant pour son entente Brexit ou une solution de rechange viable s'est transformée en impasse, et sa proposition récente d'un deuxième référendum a aliéné un sous-ensemble important de la direction de son parti. Depuis l'annonce de madame May, plus d'une dizaine de candidats ont annoncé leur intention de se présenter pour la remplacer. L'ancien secrétaire d'État et important partisan du Brexit, Boris Johnson, est en tête des sondages parmi les candidats, et offre des assurances qu'il ferait en sorte que le Royaume-Uni se retire de l'UE avant la date limite du Brexit du 31 octobre – avec ou sans entente.

Les élections au Parlement européen ont exposé le déplacement du soutien pour les partis centristes vers d'autres options plus divisés à la gauche ou à la droite. Les préoccupations à propos de l'impact des changements climatiques ont propulsé l'alliance du Parti vert, particulièrement en Allemagne, où il a dépassé le Parti social-démocrate (le partenaire junior du gouvernement de coalition de la chancelière Angela Merkel). Les partis nationalistes eurosceptiques ont aussi bien fait, particulièrement en France et en Italie, où ils ont obtenu la majorité des voix.

Les États-Unis ont annoncé l'escalade des tarifs sur les importations chinoises au début de mai, alors que la délégation commerciale se rendait à Washington, et les pourparlers semblaient être à un stade avancé. Les tarifs sur 200 milliards de dollars d'importations chinoises ont augmenté de 10 à 25 % (joignant les 50 milliards de dollars d'importations chinoises imposés à 25 % depuis 2018). Le Bureau du représentant américain au commerce a aussi proposé des tarifs additionnels de 25 % sur les 300 milliards de dollars restants d'importations américaines de la Chine, qui pourraient entrer en vigueur au cours des mois à venir. La Chine a répondu avec des plans d'augmenter les taux des tarifs sur environ 60 milliards de dollars d'importations des États-Unis en juin.

Ailleurs, l'Union européenne et le Japon ont temporairement évité les tarifs sur les importations américaines de leurs automobiles. Le président Donald Trump a choisi de retarder une décision sur les taxes d'importation en faveur de négociations commerciales avec une fenêtre limitée de six mois. Les États-Unis ont accordé au Mexique et au Canada une prolongation de l'allègement temporaire des tarifs américains largement appliqué sur les importations de leur acier (à 25 %) et de l'aluminium (à 10 %), tandis que l'administration Trump se préparait à obtenir l'approbation de l'Accord États-Unis-Mexique-Canada. La lune de miel a été écourtée pour le Mexique, toutefois, avec l'annonce en fin de mois du président Trump que des tarifs de 5 % seront imposés sur tous les biens importés de ce pays à partir de juin – jusqu'à ce que le pays mette fin à l'immigration illégale à la frontière au sud des États-Unis. Ces tarifs liés à l'immigration augmenteront de 5 % le premier jour de chaque mois subséquent jusqu'à ce qu'ils atteignent 25 % en octobre.

Comme prévu, la Banque du Canada est restée en attente en mai (le taux à un jour est resté à 1,75 %), avec la prochaine rencontre prévue le 10 juillet. Le Federal Open Market Committee des États-Unis et le Comité de politique monétaire de la Banque d'Angleterre ont tenu leur rencontre respective au début de mai; les deux se sont abstenus d'ajuster la trajectoire de leur politique. Ni la Banque centrale européenne ni la Banque du Japon n'ont tenu de rencontres de politique monétaire en mai.

Données économiques

- Selon Statistique Canada, le taux d'inflation (mesuré par la variation de l'Indice des prix à la consommation [IPC]) a augmenté de 0,3 % en avril et de 2,0 % pour les douze derniers mois. Les augmentations de prix ont été généralisées, avec en tête les coûts des aliments, du logement et du transport. Les dépenses courantes, l'ameublement et l'équipement du ménage ont reculé de 0,1 % sur 12 mois – il s'agit du seul secteur à avoir enregistré une baisse. Les prix à la production ont continué de se raffermir : l'Indice des prix des produits industriels (IPPI) a augmenté de 0,8 %, tandis que l'Indice des prix des matières brutes (IPMB) a grimpé de 5,6 % en avril. Au cours des 12 derniers mois, l'IPPI a augmenté de 1,8 %, et l'IPMB, de 3,2 %. Les prix du pétrole brut en hausse jusqu'en avril ont soutenu les prix, même si la tendance ne devrait pas se maintenir en raison des forts reculs des prix du pétrole brut en mai. Le taux de chômage a reculé à un plancher historique de 5,4 % (depuis 1976, soit la première année où des données comparables ont été offertes). Même si le niveau d'emploi est resté ferme d'avril à mai, le nombre de personnes à la recherche d'un emploi a nettement reculé. Les gains d'emploi au cours des 12 derniers mois sont restés impressionnants, avec 299 000 emplois à temps plein et 154 000 emplois à temps partiel ajoutés (pour un total de 453 000) pendant la période.
- La croissance de l'activité manufacturière et du secteur des services aux États-Unis a continué de décélérer en mai, particulièrement celle du secteur des services qui a connu une forte expansion jusqu'à la fin du premier trimestre. L'économie américaine a crû à un taux annualisé de 3,1 % pendant le premier trimestre, selon la révision légèrement à la baisse des plus récentes estimations.
- L'activité manufacturière est entrée en territoire de contraction en mai, car la croissance respectable affichée en avril s'est évaporée. L'activité du secteur des services est restée légèrement en territoire de croissance. Les conditions du marché de l'emploi étaient fermes en avril, avec le taux de revendications de chômage restant stable à 3 %; le taux de chômage plus large de janvier à mars a légèrement reculé de 3,9 % à 3,8 %, tandis que la croissance des bénéficiaires sur douze mois moyenne est passée de 3,5 % à 3,2 % au cours de la période de trois mois.
- Les conditions manufacturières dans la zone euro se sont contractées en mai pour le quatrième mois consécutif. L'activité du secteur des services a poursuivi son expansion, quoiqu'à un rythme plus lent. Le taux de chômage dans la zone euro a légèrement reculé pour atteindre 7,6 % en avril, principalement grâce à une forte baisse du chômage en Espagne.

Répercussions sur les marchés (rendements indiciaires en dollars CA)

Les marchés boursiers mondiaux ont éprouvé de la difficulté en mai. Malgré des pertes, les actions nationales ont enregistré certains des meilleurs rendements, avec en tête une performance positive des secteurs défensifs (secteurs publics et consommation courante) et les actions de la technologie. Dans les marchés développés étrangers, le Japon a été en tête, suivi de l'Europe, du Royaume-Uni et des États-Unis. Les marchés émergents ont éprouvé des difficultés. La Chine est restée dans la mire d'une guerre commerciale en préparation aux États-Unis et a enregistré une performance décevante.

Les marchés nationaux de titres à revenu fixe ont bien fait, car les investisseurs se sont éloignés des actifs à risque. Les obligations à rendement réel, qui ont tendance à avoir un profil de durée plus long (plus de sensibilité aux taux d'intérêt), ont connu une bonne performance, car les taux ont reculé (les taux et les prix des obligations évoluent de façon inverse). Les obligations gouvernementales ont surperformé par rapport aux obligations de sociétés, tandis que les prêts hypothécaires résidentiels et à court terme ont généré des gains plus modestes. Les obligations à rendement élevé américaines, qui comportent un risque plus élevé que les obligations de première qualité, ont reculé en grande partie en raison du recul des prix du pétrole brut et de la baisse de l'appétit pour le risque des investisseurs.

Données indicielles (mai 2019)

- L'indice composé S&P/TSX a reculé de 3,06 %.
- L'indice obligataire universel Canada FTSE TMX a enregistré un rendement de 1,69 %.
- L'indice S&P 500, qui mesure les actions américaines, a chuté de 5,89 %.
- L'indice MSCI Monde tous pays (net), utilisé comme étalon pour évaluer le rendement des actions mondiales, a reculé de 5,46 %.
- L'indice ICE BofA Merrill Lynch US High Yield Constrained, qui représente les marchés obligataires américains à rendement élevé, a produit -1,36 % (couvert contre le risque de change) et -0,78 % (non couvert).
- L'indice de la volatilité de la bourse d'options de Chicago, une mesure de la volatilité implicite de l'indice S&P 500 aussi connue sous le nom d'« indice de la peur », a nettement augmenté en mai, passant de 13,12 à 18,71.
- Les cours du pétrole brut WTI Cushing, un indicateur clé des fluctuations du marché pétrolier, ont nettement fléchi, passant de 63,91 \$US le baril à la fin d'avril à 53,50 \$US le dernier jour de mai.
- Le huard a peu changé par rapport à la plupart des principales devises mondiales; il a terminé le mois à 1,35 \$CA par \$US. Le dollar américain s'est légèrement raffermi par rapport à la livre sterling et à l'euro, mais s'est légèrement affaibli contre le yen. Il a terminé le mois à 1,26 \$US contre la livre sterling, à 1,11 \$ US contre l'euro et à 108,58 yens.

Société de placements SEI Canada, filiale en propriété exclusive des SEI Investments Company, est le gérant des Fonds SEI au Canada.

Les informations fournies le sont à titre d'information générale et à titre éducatif uniquement et ne constituent pas un avis juridique, fiscal, comptable, un conseil financier ou de placement à propos des Fonds ou de tout titre en particulier, ni une opinion à l'égard de la pertinence d'un placement. Les informations ne devraient pas non plus être interprétées comme une recommandation quant à l'achat ou à la vente d'un titre, d'un produit dérivé ou d'un contrat à terme. Il n'est pas recommandé d'agir en fonction de l'information contenue dans ce document, à moins d'obtenir expressément un avis juridique, fiscal, comptable et financier auprès d'un professionnel en placement. Le présent document est une évaluation de la situation des marchés à un moment précis et ne constitue pas une prévision d'événements à venir ou une garantie de rendements futurs. Il n'est pas garanti qu'à la date de parution du présent document les titres mentionnés étaient ou non détenus par les Fonds SEI.

Le présent document pourrait contenir des « informations prospectives » (« IP ») telles que définies par les lois sur les valeurs mobilières canadiennes applicables. Les IP sont des déclarations se rapportant à des événements, des conditions ou des résultats probables et reposent sur des hypothèses au sujet de conditions économiques et de plan d'action futurs. Les IP sont exposées à divers risques, incertitudes et autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent grandement des attentes explicites ou implicites associées au présent document. Les IP reflètent les attentes actuelles en ce qui concerne les événements actuels et ne sont pas une garantie de rendements futurs. Les IP figurant dans le présent document ou mentionnées à titre de référence sont fournies dans l'unique but de communiquer des attentes actuelles et pourraient ne pas être appropriée dans d'autres circonstances.

Bien que les sources externes sur lesquelles se fondent certaines informations fournies sont jugées fiables, SEI ne garantit ni leur fiabilité ni leur intégralité et ces dernières peuvent être incomplètes ou changer sans préavis.

L'investissement comporte des risques, dont le risque de perte en capital. La diversification peut ne pas offrir de protection contre le risque lié au marché. Par ailleurs, d'autres titres non mentionnés peuvent comporter des risques particuliers. En plus des risques habituels associés à l'investissement, les placements internationaux peuvent comporter des risques de pertes en capital découlant de fluctuations défavorables de la valeur des devises, de divergences dans les principes comptables généralement reconnus ou de l'instabilité politique ou économique dans d'autres pays. Les marchés émergents présentent des risques accrus découlant des mêmes facteurs, en plus de ceux associés à leur faible taille et à leur faible liquidité. Les obligations et les fonds obligataires perdent pour leur part de la valeur quand les taux d'intérêt montent.

Les rendements indiciaires sont présentés à des fins illustratives uniquement et ne représentent pas des rendements réels d'un Fonds SEI. Les rendements indiciaires ne reflètent pas les frais de gestion, les coûts de transaction et autres charges. Les indices ne sont pas gérés et il n'est pas possible d'y investir directement.

Les opérations sur fonds communs de placement peuvent entraîner des commissions, des frais de suivi, des frais de gestion et d'autres types de frais. Veuillez lire le prospectus avant d'investir. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis; leur valeur fluctue fréquemment et leurs rendements antérieurs peuvent ne pas se répéter.